

# Étude de cas

## Législation et politiques modèles pour l'intégration économique et sociale des migrants en Amérique du Sud

---

**Elizabeth Cabezas, députée**

Présidente de l'Assemblée Nationale, Équateur

[@ElizCabezas](#)

**#ParlAmericas2018**



[@ParlAmericas](#)



[@ParlDiplomacy](#)

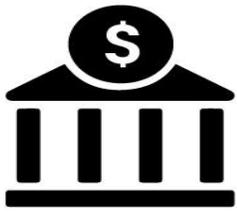
[@DiplomatieParl](#)



WIFI: Fairmont\_Meeting

Mot de passe: Parlam15

Canada



# Ecuadorian bank holiday in numbers

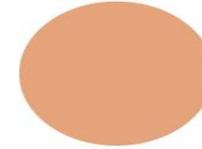
Up to 16 banks closed their operations between 1994 and 1999



Bank bailout:  
**1.6 USD Billion**



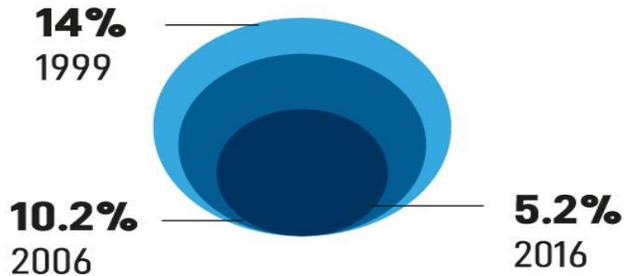
State bonds given  
to depositors:  
**1.4 USD Billion**



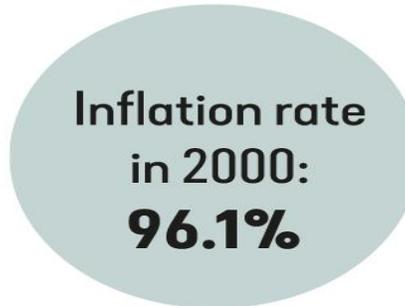
Freeze assets:  
**4 USD Billion**



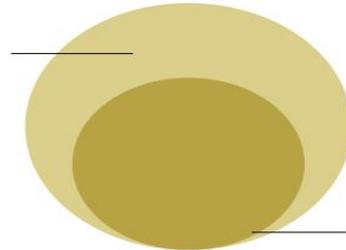
Devaluation of local  
currency (Sucre):  
**190%**



Unemployment rate



**422 USD  
Million** in 1998

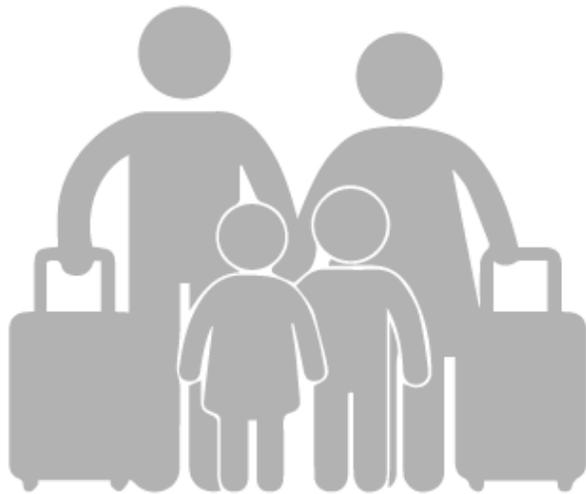


Capital flight

**891 USD  
Million** in 1999

# Constitution de la République de l'Équateur

---



**Art. 9** Les personnes étrangères se trouvant sur le territoire équatorien auront les mêmes droits et devoirs que les ressortissants équatoriens, en vertu de la Constitution.

# Constitution de la République de l'Équateur

---



**Art. 41** Les droits d'asile et de refuge sont reconnus en vertu de la loi et des instruments internationaux en matière de droit de la personne. Les personnes en condition d'asile ou de refuge bénéficieront d'une protection spéciale garantissant le plein exercice de leurs droits. L'État respectera et garantira le principe de non-refoulement, en plus de l'aide humanitaire et juridique d'urgence.

# Constitution de la République de l'Équateur

---



## Art. 416 (...)

6. Il défend le principe de citoyenneté universelle, la mobilité libre de tous les habitants du monde et la fin progressive de la condition d'étranger comme élément transformateur des relations inégales entre les pays, en particulier Nord-Sud.

# Loi sur la mobilité humaine

---



**Art. 2** L'État équatorien entreprendra des actions bilatérales et multilatérales de coopération pour obtenir l'unité juridique, politique, sociale et culturelle des régions sud-américaine, latino-américaine et caribéenne

# L'État

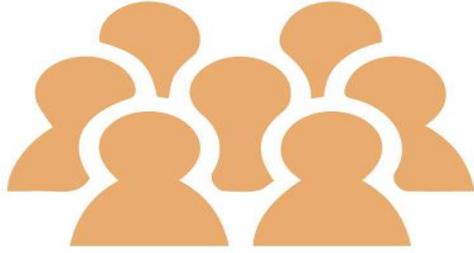


**Distingue** les différentes caractéristiques du fait migratoire et est capable de créer des politiques spécifiques dans chaque cas;

**Assume** la responsabilité de protéger les droits de ses compatriotes à l'étranger;

**Garantit** les droits des personnes en mobilité humaine sur son territoire et établit également des obligations pour elles, dont les obligations fiscales et de contribution à la sécurité sociale;

**Comprend** que les politiques régionales sont ESSENTIELLES à la gestion de la mobilité humaine.



# Number of Venezuelan migrants in their principal destinations

\* The number of migrants does not capture those that are in irregular or illegal situation.

**Source:** International Organization of Migration. UN. April 2018



# Les causes : Quelles circonstances entraînent les migrations massives contemporaines dans la région?

---



- Carence, pauvreté, inquiétude pour le quotidien, due à la corruption.
- La corruption est une menace transnationale, sans idéologie.

# Les effets : Quel est leur impact sur la région à moyen et long termes?



Les migrations massives exportent les crises dans d'autres pays.



Un cercle vicieux est enclenché : les citoyens deviennent des victimes en errance.



Problème systémique et régional qui ne doit pas être abordé séparément.



Facteur indispensable d'analyse : les ressources nécessaires à l'intégration des migrants.

# Politiques régionales concrètes pour améliorer les conditions de la migration



Mécanismes régionaux de récupération de capitaux mal acquis, pour les diriger en priorité vers des fonds régionaux pour l'intégration et l'aide aux expatriés.



Acheminement de fonds des pays d'origine vers leurs migrants, à partir de l'analyse des revenus fiscaux sur des comptes internationaux.



Loi organique sur la récupération de capitaux en cours de discussion à l'Assemblée nationale de l'Équateur.